

Convention collective  
IDCC : 9551. – **EXPLOITATIONS FORESTIÈRES**  
**(Meuse)**  
**(27 juin 1973)**  
(Etendue par arrêté du 31 juillet 1974,  
*Journal officiel* du 23 août 1974)

AVENANT N° 91 DU 11 JUILLET 2013

NOR : *AGRS1397226M*  
IDCC : 9551

Entre :

Le syndicat des exploitants forestiers, scieurs et industriels du bois Meurthe-et-Moselle et Meuse ;  
Le syndicat des sylviculteurs producteurs de bois de la Meuse,

D'une part, et

L'UD des syndicats CFDT ;

L'UR des syndicats FO ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

L'UR des syndicats CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est rappelé que le Smic est un salaire de référence, garanti par la loi et applicable à tous les emplois. Le Smic horaire a été fixé à 9,43 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

En application de l'avenant n° 88 du 9 septembre 2011 relatif aux nouvelles définitions des classifications, le barème des rémunérations minimales annexé à la convention collective est modifié comme suit pour les salariés travaillant au temps :

*Ouvriers*

*(En euros.)*

CATÉGORIE	RÉMUNÉRATION horaire	RÉMUNÉRATION mensuelle brute (base 151,67 heures)
A	9,43	1 430,25
B	9,69	1 469,68
C	10,13	1 536,42
D	10,57	1 603,15

*Agents de maîtrise**(En euros.)*

CATÉGORIE	RÉMUNÉRATION horaire	RÉMUNÉRATION mensuelle brute (base 151,67 heures)
AM I	10,98	1 665,34
AM II :		
– échelon 1	12,38	1 877,67
– échelon 2	13,77	2 088,50
AM III :		
– échelon 1	15,53	2 355,44
– échelon 2	17,27	2 619,34

*Cadres**(En euros.)*

CATÉGORIE	RÉMUNÉRATION horaire	RÉMUNÉRATION mensuelle brute (pour 151,67 heures)
C 1	14,11	2 140,06
C 2	16,92	2 566,26
C 3	19,01	2 883,25
C 4	20,40	3 094,07
C 5	21,11	3 201,75
C 6	22,15	3 359,49
C 7	23,55	3 571,83
C 8	25,31	3 838,77

**Article 2**

Les dispositions du présent avenant prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2013.

**Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé aux services d'enregistrement de l'unité territoriale 55 de la DIRECCTE Lorraine, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant la signature.

Fait à Nancy, le 11 juillet 2013.

(Suivent les signatures.)